

C'est dans les périphéries que se prépare aussi l'avenir de nos sociétés

Par *Gustave Massiah,*
Président du Crid

Forum des autorités locales de périphérie (FALP)
Nanterre - mars 2006

Le premier Forum des Autorités locales de périphérie est un événement majeur et ce mouvement prendra incontestablement de plus en plus d'importance. Il met l'accent sur le caractère structurel du rapport entre l'espace, d'une part, et les dimensions sociales et écologiques de l'autre. Ce rapport s'exprime notamment dans le rapport étroit entre ségrégations spatiales et discriminations sociales et environnementales.

Les périphéries sont souvent considérées comme résultant de l'éloignement et de leur infériorité avec le centre, de leur subordination au centre. Comme toutes les représentations, celle-ci ne reflète pas l'ensemble des réalités, elle sous-estime la complexité du rapport entre centre et périphérie. Une périphérie ne peut être comprise et conçue en dehors du centre, mais réciproquement, dialectiquement, le centre n'existe pas en dehors de son rapport aux périphéries. Ce renversement de perspective a joué un rôle très important dans les années soixante, dans le cadre de la décolonisation. Les périphéries jouent un rôle fondamental dans la nature même de la métropole et de son devenir. Dans les périphéries, le refus de la subordination débouche sur la revendication d'une reconnaissance d'égalité. La période actuelle, caractérisée par la crise de la phase néo-libérale de la mondialisation, engendre des bouleversements dans la représentation du monde.

Peu avant sa mort, Fernand Braudel interrogé sur son livre *L'identité de la France*, expliquait que la victoire de Jules César sur Vercingétorix, avait retardé l'affaiblissement de l'empire romain et le renouvellement porté par ce qu'on appelait alors les Barbares, et l'apport qu'ils pouvaient apporter à la civilisation européenne. De manière analogue, les habitants des périphéries sont souvent assimilés à des Barbares ou à de la « racaille », alors qu'ils sont porteurs, avec d'autres, du renouvellement des civilisations. D'autant que le refus de l'exclusion et de la marginalisation qui caractérisent nos sociétés est une des conditions du dépassement de leurs contradictions majeures. Observer le monde à partir de la périphérie permet d'apprécier le monde dans son ensemble ; la périphérie est un analyseur du monde. Dans la *Dynamique du capitalisme*, Fernand Braudel, citant Samir Amin et Immanuel Wallerstein, affirmait que *dans le changement de période historique, c'est de la périphérie que vient une grande partie des renouvellements et que se construisent les nouveaux rapports sociaux*. En définitive, les rapports dans le centre fonctionnent comme une évidence ; pour refonder des pratiques nouvelles, il est nécessaire de refuser ces évidences. Or dans les périphéries, les contradictions sont trop fortes pour que les évidences soient acceptées et admises : les renouvellements se préparent donc aussi dans les périphéries. Fernand Braudel indiquait aussi que les rapports sociaux qui permettent de dépasser les sociétés en crise existent déjà dans ces sociétés, comme les rapports sociaux capitalistes ont émergé dans la société féodale, à partir de ses contradictions.

Aujourd'hui, il convient de définir ce qui est en gestation et ce qui émerge dans les périphéries. Puisque nous nous intéressons aux autorités locales, insistons sur le local. Le rapport entre le local et le global est analogue au rapport entre le centre et la périphérie, il en est une des formes. Actuellement, la mondialisation est dominante ; sans sous-estimer les dimensions nationales et les grandes régions socio-culturelles, c'est dans les politiques locales que peuvent être amorcées les alternatives au modèle néo-libéral.

Pour nous attaquer aux difficultés, nous devons fonder notre analyse sur la périphérie pour prendre en compte les contradictions les plus fortes. Nous ne pouvons nous contenter des politiques actuelles, fussent-elles pétries de bonnes intentions. Une des réponses avancées les plus fréquentes consiste à intégrer une périphérie au centre, à transformer une périphérie en morceau de centre. Ces politiques reviennent de fait à repousser plus loin la périphérie ; ce n'est pas une véritable alternative. Une alternative consisterait à remettre en cause l'ensemble de la situation afin de résoudre les problèmes de la périphérie, voire faire disparaître la périphérie. Il ne s'agit pas de vouloir tout agglomérer au centre géographique et de pouvoir ; il s'agit de traiter une agglomération dans son ensemble en mettant au centre des préoccupations le refus des ségrégations spatiales et sociales.

De ce point de vue, notre réflexion peut s'appuyer sur le mouvement altermondialiste, qui à partir d'une prise de conscience de l'évolution actuelle des sociétés réfléchit sur les alternatives. Ce mouvement appuie son analyse sur les contradictions majeures, dont les formes les plus exacerbées s'étalent dans les périphéries :

- l'importance des inégalités sociales, la persistance des discriminations sociales et culturelles et de la ségrégation spatiale ;
- l'atteinte des limites de notre système eu égard aux contraintes écologiques, *a fortiori* celles qui pèsent sur la périphérie ;
- la permanence des inégalités Nord-Sud fondées sur les rapports de domination et le caractère inachevé de la décolonisation dans toutes les sociétés ;
- les idéologies sécuritaires et répressives en réponse à l'insécurité sociale, économique et écologique.

Le mouvement altermondialiste propose une orientation nouvelle : l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Ce qui implique une redistribution des richesses à tous les niveaux, du local au mondial. Le Forum des Autorités locales de périphérie est porteur de l'égalité des droits et de l'idée d'une alliance entre l'ensemble des mouvements sociaux et citoyens et des collectivités locales ; il est aussi porteur d'une dimension essentielle, celle de l'impératif démocratique.

Les politiques locales sont confrontées à la question de l'accès aux droits pour tous. Ce qui caractérise une politique locale progressiste est précisément la manière avec laquelle elle permet d'introduire l'accès aux droits pour tous. Dès lors, les questions relatives aux transports, au foncier, à l'emploi et à la promotion d'un marché intérieur local sont prééminentes. De nombreuses villes refusent que les accords de l'OMC (l'AGCS - Accord général de commerce des services) s'appliquent sur leur territoire, car elles souhaitent privilégier les marchés intérieurs, l'emploi local et l'amélioration de vie de la population locale grâce à une offre étendue de services publics. De même, les nouveaux outils de la démocratie (les budgets participatifs, la planification d'insertion sociale, les agendas 21 locaux, la citoyenneté de résidence, etc.) permettront de mieux lutter contre la montée de la discrimination et du racisme. L'ensemble du système doit être remis en cause. Le débat qui devra avoir lieu au cours des prochains jours et des prochaines années portera nécessairement sur les stratégies locales alternatives.

Alfred Sauvy, qui a forgé le concept de « tiers-monde », le définissait, en référence au « tiers-état » de la Révolution française comme l'ensemble regroupant tous ceux qui sont exclus des décisions politiques et de l'exercice de la citoyenneté. A l'instar des populations des pays du Sud, la population des périphéries doit reconquérir le champ du politique, en participant à son renouvellement.